

### D 1104 PÉROU: CONFLIT DE TERRES SUR L'ALTIPLANO

En 1974 le gouvernement militaire de l'époque instaurait un régime de propriété sociale des entreprises de type autogestionnaire, parallèlement à l'entreprise nationalisée et à l'entreprise privée (cf. DIAL D 170). Dans cette perspective une réforme agraire était implantée dans le pays sous la forme des "entreprises rurales de propriété sociale". Mais cette réforme n'a porté que sur des grands domaines expropriés au bénéfice des paysans qui y étaient installés de façon stable, sans régler le problème des pâturages et terres cultivées ancestralement et revendiquées par les communautés indiennes voisines. D'où les conflits permanents comme celui qui vient d'opposer les habitants de Macarí et de Santa Rosa à l'Entreprise rurale de propriété sociale Kunurana dans la province de Melgar, département du Puno. Le 13 décembre 1985, 4000 paysans occupaient ainsi des terres de la Kunurana, laquelle les a violemment expulsés par la suite. L'Eglise locale ayant pris le parti des communautés de Macarí et de Santa Rosa, le conflit s'est élargi au plan régional et national, comme le montre le dossier ci-dessous.

Le cas présenté ici est une illustration des réalités de terrain pour l'Eglise à l'heure de la polémique internationale sur la "théologie de la libération" (cf. DIAL D 1103).

Note DIAL

### 1- Tract contre l'occupation des terres et contre la prélature d'Ayaviri (18 décembre 1985)

Nous les travailleurs de la campagne, nous manifestons dans la rue pour soutenir notre soeur l'Entreprise rurale Kunurana qui a été agressée par une partie des mercenaires de l'Institut d'éducation rurale Wagrani. Ces gens-là ont trompé les communautés des districts de Macarí et de Santa Rosa. Ils ont poussé des métayers, des commerçants et certains paysans à envahir des terres de l'entreprise. Ils ont agi sur l'instigation du sénateur Andrés Luna Vargas, du député Alberto Quintanilla, de l'évêque d'Ayaviri Francisco d'Alteroche, et des mercenaires à la solde de l'Institut d'éducation rurale Dante Zurita, Fortunato Alegria, Rufino León et Julián Paucar, qui sont des petits propriétaires de la communauté d'Humanruro. Devant ces faits, nous déclarons au peuple d'Ayaviri, du Puno et du Pérou ce qui suit:

- a) Nous défendrons la réforme agraire jusqu'aux ultimes conséquences parce qu'elle est le moyen de subsistance de milliers de paysans.
- b) A partir de maintenant nous déclarons publiquement que nous sommes sur pied de guerre, non pas contre les communautés mais contre les agitateurs opportunistes et les politicards de gauche qui, après avoir été élus, sont devenus nos ennemis publics n° 1.
- c) Nous annonçons à tous nos camarades des entreprises associatives la prochaine occupation de l'Institut d'éducation rurale et la remise de ses terres aux paysans pauvres des communautés. Ces terres ne doivent pas servir de refuge aux étrangers et aux ennemis des paysans.

## **2- Communiqué de la prélatrice d'Ayaviri (22 décembre 1985)**

Monseigneur Francisco d'Alteroche, prélat d'Ayaviri, au nom de tous les agents de pastorale de cette prélatrice, tient à faire savoir ce qui suit:

1. Les communautés paysannes de Macarí et de Santa Rosa ont, le 13 décembre, occupé des terres de l'Entreprise Kunurana. La situation de misère et de famine dont souffre la majorité des habitants de la communauté a été à l'origine de ce coup de force, situation aggravée par l'attitude manifestée antérieurement et répétée des gérants des entreprises de ne pas remettre la moindre parcelle de terre aux communautés paysannes.

2. Le mercredi 18 à Ayaviri, lors d'une manifestation des fonctionnaires et des ouvriers des entreprises, les orateurs se sont lancés de façon calomnieuse et haineuse contre l'évêque, contre les prêtres et contre les techniciens de l'Institut d'éducation rurale (IER) Wagrani, en accusant faussement l'Eglise d'être l'instigatrice de la prise de terres.

Le mensonge, la haine et les calomnies ne profitent jamais à leurs auteurs. Au contraire ils en sortent désavantagés et avilis. Souhaiter la mort de quelqu'un est un péché très grave. Ils devront en rendre compte devant Dieu. La population d'Ayaviri sait que son Eglise n'agit pas par intérêt politique mais uniquement par souci d'être aux côtés de ceux qui souffrent le plus dans notre milieu et de répondre ainsi aux exigences évangéliques.

L'Eglise d'Ayaviri continuera d'apporter son soutien aux plus abandonnés de notre province, comme elle l'a fait jusqu'à maintenant. Elle a tout fait et continuera de tout faire pour éviter les affrontements entre paysans, car tant les habitants de la communauté que les serfs (1) sont victimes de beaucoup de souffrances et sont tous fils du même Dieu.

A Bethléem beaucoup de gens ont fermé leur porte et leur coeur à Marie et à Joseph parce qu'ils étaient pauvres. Que les chrétiens d'Ayaviri n'aient pas la même attitude envers les rejetés de notre zone et comprennent que Dieu n'est pas neutre!

Que le Dieu d'amour, de justice et de paix nous donne la force de ne pas rester insensibles et de nous unir pour la construction d'un monde plus fraternel et plus chrétien.

Ayaviri, le 22 décembre 1985

Mgr Francisco d'Alteroche  
administrateur apostolique  
de la prélatrice d'Ayaviri

## **3. Déclaration des responsables pastoraux de la région sud-andine (5 janvier 1986)**

Pressés par notre fidélité au Dieu de la vie et en douloureuse communion avec la souffrance de notre peuple, nous, évêques et agents de pastorale de l'Eglise du Sud-Andin dans l'union avec nos communautés et avec le peuple chrétien, apportons notre soutien et notre solidarité à la volonté de vie exprimée de façon résolue par nos frères et soeurs les paysans de la province de Melgar. Sous la poussée d'un rejet séculaire et de leur actuelle situation de famine et de misère, ils ont récupéré des terres de l'Entreprise rurale Kunurana en exigeant la "restructuration démo-

[1] Littéralement "féodataires", c'est-à-dire ouvriers agricoles des grands domaines recevant en salaire la jouissance d'une parcelle du domaine (mais non sa propriété). Depuis la récente réforme agraire au Pérou, les "serfs" sont devenus légalement les "associés" [sócios] des "entreprises rurales" [NdT].

cratique" des entreprises associatives. Il y a d'ailleurs d'autres graves conflits et de longues luttes des paysans pour récupérer leurs terres. C'est à eux tous que vont nos paroles d'encouragement.

C'est la promesse du Dieu de la Bible qui nous motive: *"Au groupe qui est plus nombreux vous donnerez une plus grande part d'héritage (de ce pays), à celui qui est moins nombreux vous donnerez une plus petite part"* (Nombres 33,54).

Notre Eglise du Pérou et du Sud-Andin a toujours été activement soucieuse d'une juste distribution de la terre:

1) En fonction des limites de la réforme agraire, les évêques péruviens ont proposé que *"soient recherchées de façon créative les formes de propriété profitables au plus grand nombre possible de paysans"* (Justice dans le monde, 1971).

2) La revendication historique de la paysannerie du Sud-Andin déclarant *"nous avons peu de terres et les moins bonnes"* nous a conduits à dénoncer *"l'injuste distribution des terres aux paysans"* (En accompagnant notre peuple, 1978) (2). Cette dénonciation a été reprise par les évêques dans la lettre qu'ils ont adressée au président Belaunde, en insistant sur la nécessité pour le gouvernement d'accorder la priorité au problème de la terre (juin 1980).

3) Notre regretté archevêque de Cusco, Mgr Luis Vallejos, a ressenti dans la chair cette situation: *"Je voudrais te dire (...) de te préparer avec les autres paysans et de vous organiser car, seule, l'union fait la force. Que, tôt ou tard, toi ou tes enfants vous posséderez la terre entière car c'est Dieu lui-même qui nous en fait cadeau et la confie à chacun de nous"* (lettre pastorale de janvier 1982).

4) Le pape Jean-Paul II nous a encouragés en disant à Cusco: *"On ne pourra pas non plus édifier une patrie juste (...) sans tenir compte soigneusement des problèmes agricoles. C'est un domaine qui réclame l'attention nécessaire des autorités publiques par des mesures appropriées et urgentes incluant, si nécessaire, des réformes de la propriété et de son exploitation. C'est un problème de justice et d'humanité"* (février 1985).

Continuer avec cette injuste occupation de la terre c'est continuer de détruire les communautés paysannes et la présence de Dieu en elles. Alors que, pour la société et les couches dominantes, la terre est considérée comme un simple moyen de production, un capital, un article qui s'achète et se vend, elle est pour les paysans la *Pachamama* c'est-à-dire la mère. Entre elle et eux il y a une relation mystique: ce ne sont pas eux qui possèdent la terre, c'est la terre qui leur donne vie.

C'est pourquoi nous prenons l'engagement pastoral

- de travailler infatigablement à sauver et à défendre le lieu de leur espérance, de leur identité et de leur dignité qu'est leur terre, comme condition indispensable à leur libération intégrale;
- de soutenir les organisations paysannes qui luttent pour la récupération et la possession de leurs terres;
- d'encourager le travail communautaire comme façon de retrouver leur culture ancestrale et leur expérience de fraternité;
- de refuser les politiques agraires qui, sous prétexte d'"utilisation rationnelle" de la terre, excluent et marginalisent la majorité des pauvres de la campagne dans leurs justes revendications sur les terres communales.

---

[2] Texte intégral dans DIAL D 551 (NdT).

Travailler pour la paix c'est, selon l'Évangile, recevoir la terre en héritage. Nous choisissons pour cela des solutions justes et pacifiques et refusons toute provocation et toute répression violente.

Pour finir, nous invoquons le Dieu de vie et de paix en demandant que les paysans de notre région puissent vivre en frères et en peuple de Dieu sur la *Pachamama* promise.

Sud-Andin, le 5 janvier 1986

Prélats et agents de pastorale de  
Puno, Julí, Ayaviri et Sicuani

#### 4. Lettre des dirigeants paysans chrétiens du Sud-Andin (Sicuani, le 17 janvier 1986)

Compagnes et compagnons du Sud-Andin,

Nous vous adressons nos salutations fraternelles. Nous sommes des dirigeants paysans chrétiens de Julí, Puno, Ayaviri, Sicuani et Quillabamba. Dans un cours de formation sociale et chrétienne nous avons analysé la situation de nos communautés paysannes et notre situation régionale et nationale. Nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité de renforcer notre union si nous voulons que les luttes des masses paysannes avancent.

Nous nous sommes réunis comme chrétiens et nous avons réfléchi sur notre réalité à la lumière de la Bible. Nous croyons que Dieu est présent dans notre peuple et qu'il nous encourage à lutter pour la justice et pour la terre à tous.

C'est pourquoi nous sommes solidaires des huit communautés paysannes de la province de Melgar dans la récupération de leurs terres sur l'Entreprise Kunurana. Et nous soutenons aussi la "restructuration démocratique" des entreprises associatives du Sud-Andin.

Nous soutenons également les frères paysans des vallées de Quillabamba et de Sandia dans leurs revendications d'abrogation de la loi 22.095 et de ses extensions, et la création d'un Institut national de la coca. Nous soutenons la demande de régionalisation des départements de Puno et de Cusco. Nous exigeons le respect des droits de l'homme et la moralisation en tout.

Nous demandons aux bases de continuer à faire preuve de fermeté dans les organisations paysannes qui sont autonomes, et de ne pas tomber entre les mains d'organisations fantômes, comme la FENCAP, qui cherchent à nous diviser et qui sont donc les ennemis de la paysannerie. Nous exigeons la participation entière du peuple quechua et aymara aux décisions de l'actuel gouvernement. Nous demandons à tous nos frères paysans et ouvriers de faire l'union ouvriers-paysans avec la participation de la base. Nous nous engageons à lutter dans l'union pour changer notre société injuste en une société nouvelle et juste.

Nous vous saluons fraternellement dans la cause de la vie, de la justice et de la paix.

" Notre terre germera "  
" Allpanchis Phuturinga "  
" Oraq'esax Panccaraniwa "

## 5. Lettre de quatre évêques au président de la République (3 février 1986)

Monsieur Alan García Pérez  
président de la République  
E.V.

Monseigneur José Dammert Bellido, évêque de Cajamarca et premier vice-président de la Conférence épiscopale péruvienne; Monseigneur Alberto Koenigskecht Thelen, prélat de Julí (3); Monseigneur Albano Quinn Wilson, prélat de Sicuani; et Mgr Francisco d'Alteroche, prélat d'Avaviri, dont les pièces d'identité de carte d'électeur ou cartes d'identité d'étranger portent respectivement les numéros 22604107, 27240-C, 24662401 et 96103 et la résidence légale au siège de la Conférence épiscopale péruvienne sise rue Rio de Janeiro 488, bureau 202, nous venons respectueusement vous déclarer:

Que la Conférence épiscopale péruvienne a pris connaissance avec une préoccupation extrême des fausses et calomnieuses accusations lancées contre Monseigneur Francisco d'Alteroche, prélat d'Avaviri, par le procureur de la province d'Avaviri et par le juge instructeur de la même localité, sur la base d'un procès en justice contre le dit prélat de l'Eglise catholique.

Que la Conférence épiscopale péruvienne a exprimé son total soutien à Monseigneur Francisco d'Alteroche pour cette atteinte, et demandé une enquête sur le comportement du procureur de la province et du juge d'instruction, tous deux d'Avaviri. Nous estimons qu'ils ont gravement manqué à leur devoir professionnel en donnant crédit à des versions sans consistance, au point extrême et inqualifiable de considérer comme instigateurs du délit de "vol en association de malfaiteurs avec violence, appropriation et dommages" tant Monseigneur Francisco d'Alteroche, prélat de l'Eglise catholique, que le personnel de l'Institut d'éducation rurale (IER) de la prélatrice. On n'avait encore jamais vu chose pareille au Pérou.

Que, par ailleurs, ce qui précède trouve son origine dans des problèmes de terres impliquant l'Entreprise rurale de propriété sociale Kunurana (Avaviri-Puno) et des communautés paysannes voisines. Sur demande des communautés et de représentants de l'Entreprise rurale de propriété sociale Kurunara, avec la participation du maire adjoint d'Avaviri, la prélatrice d'Avaviri a joué le rôle de médiateur pour éviter des actes de violence. Dans ce but une réunion a eu lieu au siège de la prélatrice d'Avaviri le 14 décembre 1985, le lendemain du jour où les habitants des communautés avaient pris possession par force de terres appartenant à l'entreprise. Au cours de cette réunion, les représentants de l'entreprise ont manifesté leur accord avec sa restructuration, après évacuation par les communautés des terres occupées.

Il faut tenir compte du fait que cet événement n'est pas un problème isolé dans le département. Au contraire il s'agit du problème séculaire, toujours non réglé, de la possession de la terre dans le Puno, pour autant que près de 88% de la terre allouée par la réforme agraire l'a été aux entreprises associatives. De la sorte, la revendication historique des communautés paysannes sur la terre n'a pas été satisfaite. C'est là un grave problème qui s'alourdit de plus en plus, hier par la sécheresse, aujourd'hui par les inondations, et qui rend urgente et imprescriptible la restructuration des entreprises rurales. L'Eglise d'Avaviri s'est montrée favorable à cette urgence et vous l'a fait savoir, Monsieur le Président, par écrit et lors d'une audience privée (30 décembre 1985), comme elle l'a fait savoir aux hautes autorités gouvernementales.

Que, alors que le dialogue se poursuivait, le personnel de l'entreprise a expulsé par la force les terres occupées, mesure qui s'est soldée par des blessés

---

[3] Tué dans un accident d'automobile le 9 février suivant [NdT].

parmi les paysans des communautés. Parallèlement, par l'intermédiaire de M. Leonardo Condo Lima, président du comité directeur, l'entreprise s'est adressée au procureur de la province, lequel a déclenché l'action publique auprès du tribunal pour délit de vol en association de malfaiteurs avec violence, usurpation et dommages. A son tour, le juge a reçu l'accusation et considéré Monseigneur d'Alteroche et le personnel de la prélatrice d'Avaviri comme des instigateurs; une instruction a également été ouverte contre les huit présidents des communautés paysannes voisines.

Que, comme résultat des tensions autour du problème de terres décrit, est né un dangereux climat de violence; des agressions ont été perpétrées contre des membres des communautés paysannes; et des menaces de mort ont même été proférées à l'encontre de Monseigneur Francisco d'Alteroche. Menaces lancées le 18 décembre depuis la voiture blanche de marque Toyota, immatriculée PU-5312 (véhicule appartenant à l'Entreprise rurale de propriété sociale Kunurana). Les menaces de mort étaient à l'adresse du prélat d'Avaviri, du personnel de la prélatrice et des habitants des communautés.

Que ce climat de violence est entretenu à la radio "La Voz del Altiplano" par le présentateur Ruso Américo Núñez, qui offense directement le prélat et incite à l'affrontement.

Que tous ces faits exigent une action préventive des forces de police, lesquelles n'ont malheureusement pas intervenu au moment voulu.

Que vous avez été, Monsieur le Président, informé personnellement lors d'une entrevue avec les évêques le 30 janvier dernier. Les faits ont également été portés à la connaissance des services du ministre de la justice, M. Luís González Posada; du procureur général de la République, M. César Elejalde Estenssoro, qui s'est engagé à envoyer un substitut. Nous en avons également référé au ministre de l'intérieur, M. Abel Salinas Izaguirre, pour qu'il déclenche l'action de la police de façon à donner les garanties nécessaires aux membres de la prélatrice d'Avaviri et de l'Institut d'éducation rurale de la prélatrice. Nous avons enfin l'intention de solliciter très prochainement l'intervention du ministre de l'agriculture pour un règlement définitif du conflit historique de la terre car c'est de stricte justice.

En raison de quoi nous demandons à vos services d'accueillir la question et de prendre les mesures nécessaires.

Respectueusement.

Lima, le 3 février 1986

José Dammert Bellido,  
premier vice-président de la Conférence épiscopale péruvienne  
évêque de Cajamarca

Alberto Koenigsknecht, prélat de Julí

Francisco d'Alteroche, prélat d'Avaviri

Albano Quinn Wilson, évêque de Sicuani

---

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 310 F - Etranger 370 F - Avion 450 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441